



Genève, le 30 mars 2021
Aux représentant-e-s des médias

Communiqué de presse du département du développement économique

Genève a attiré un nombre significatif d'entreprises étrangères en 2020

L'économie genevoise est parvenue, malgré la pandémie de coronavirus, à inverser sa baisse du volume d'investissements directs étrangers, observée depuis 2017. L'an dernier, 21 nouvelles entreprises étrangères se sont installées à Genève avec, à la clé, plus de 170 emplois créés localement à l'horizon 2023.

Genève est le canton de Suisse occidentale qui a accompagné le plus d'entreprises étrangères ayant choisi de s'installer sur son territoire en 2020. Au total, 21 nouvelles sociétés ou projets innovants ont été soutenus par la direction générale du développement économique, de la recherche et de l'innovation (DG DERI) dans leur volonté de développer leurs activités sur le territoire genevois. Ces implantations s'accompagnent de la création de près de 60 nouveaux emplois sur les 12 mois à venir, et jusqu'à 173 postes de travail supplémentaires après trois ans.

"Dans un contexte international particulièrement incertain, notamment en raison des conséquences économiques liées à la crise du coronavirus, le canton de Genève se montre résilient et confirme son attractivité, avec des perspectives encourageantes", relève Nathalie Fontanet, conseillère d'Etat chargée des finances, des ressources humaines et du développement économique.

Une réforme maîtrisée de l'imposition des entreprises

L'entrée en vigueur de la dernière réforme de l'imposition des entreprises (RFFA), au 1er janvier de l'année dernière, a contribué à renforcer l'attractivité pour les investissements étrangers directs à Genève. Le résultat 2020 de la promotion économique genevoise tranche par ailleurs avec les statistiques d'implantation des deux années précédentes, où une baisse du nombre d'entreprises étrangères accompagnées par la DG DERI à Genève (18 sociétés, en 2018 et en 2019) avait été observée.

Le travail de la DG DERI, dont l'une des missions est de favoriser l'essor durable d'activités économiques pourvoyeuses d'emplois locaux, a été réalisé en étroite collaboration avec Greater Geneva Bern Area (GGBa), qui a pour tâche de cibler les entreprises étrangères en adéquation avec les objectifs stratégiques des cantons de Suisse occidentale (Vaud, Valais, Neuchâtel, Berne, Jura et Genève), lesquels ont attiré l'année dernière sur leurs territoires respectifs un total de 85 nouvelles sociétés étrangères.

Un outil précieux pour la relance

"Pour qu'à l'avenir, Genève puisse à nouveau tirer son épingle du jeu, il nous faut absolument

continuer à préserver ce qui constitue la vitalité de notre canton et la prospérité de ses habitants", souligne Nathalie Fontanet. "Nous avons le devoir de poursuivre nos efforts consistant à renforcer les aides aux nombreuses entreprises locales, fragilisées par la crise actuelle." C'est dans cet objectif que le Conseil d'Etat s'emploie à mobiliser les ressources financières dont les acteurs du tissu économique genevois ont besoin pour maintenir leur activité et protéger les emplois qui en dépendent.

La promotion des atouts de l'économie genevoise à l'étranger fait partie intégrante du programme de relance à venir. "La reprise dépendra notamment de la manière dont on valorise l'excellence du tissu économique cantonal, notamment dans sa capacité à surmonter les conséquences du COVID-19.

Parmi les entreprises étrangères nouvellement installées dans le canton de Genève:

- **ORamaVR** (Grèce), entreprise spécialisée dans la formation chirurgicale par réalité virtuelle, souhaitant collaborer avec diverses institutions académiques de Suisse occidentale;
- **Kube Energy** (Norvège), développement de systèmes d'énergie solaire (*cleantech*);
- **Ideolis/Easylis** (France), logiciel pour la restauration collective (*foodtech*);
- **CASIC** (Chine), élaboration de standards et de réglementations internationaux, notamment en matière de voitures autonome.

Pour tout complément d'information: Mme Nathalie Fontanet, conseillère d'Etat, par l'intermédiaire de M. Dejan Nikolic, secrétaire général adjoint, DDE, T. 022 327 92 72.